



# Inter Pares

BULLETIN

VOLUME 30, NUMÉRO 3, SEPTEMBRE 2008

## Témoigner de la lutte pour la démocratie en Birmanie

*Quand les projecteurs des blindés ont aveuglé Tin Maung Htoo, seize ans, et les centaines de personnes manifestant autour de lui, tout le monde s'est assis d'un bloc sans interrompre les chansons engagées. Tin a entendu le tir des fusils automatiques et il a fermé les yeux : « Je savais que nous allions mourir. »*

C'était le soir du 8 août 1988, et la foule manifestant pour la démocratie était épuisée par quatorze heures de marche dans les rues de Rangoon. Voyant que les coups de feu avaient été tirés en l'air, la foule s'est relevée. Elle s'est relevée même si les soldats étaient maintenant en position, fusils pointés et genoux fléchis. Elle scandait : *la démocratie pleine et entière, c'est ce que nous voulons!*

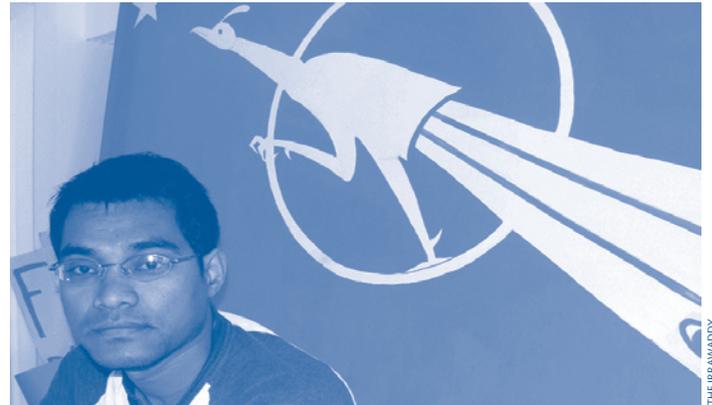
Soudain, Tin a vu des gens s'écrouler devant lui et tout s'est brouillé dans la confusion et la panique.

Contrairement à ce qui s'est passé lors des récents événements de septembre 2007, l'ensemble de la planète a très peu entendu parler des milliers de personnes descendues dans la rue pour réclamer la démocratie en Birmanie en 1988. On ignore combien sont mortes au mois d'août il y a vingt ans; selon des estimations prudentes, il y en aurait eu au moins trois mille. Depuis 1988, le régime militaire birman a affermi son pouvoir et son emprise, et multiplie les violations systématiques des droits de la personne d'un bout à l'autre du pays.

Tin Maung Htoo est resté à Rangoon durant deux mois après la répression, de plus en plus frustré : « J'avais l'impression qu'on ne pouvait rien faire d'ici, je voulais partir afin de militer pour le changement à l'échelle internationale ». Comme des milliers d'autres militantes et militants pour la démocratie, il a gagné la frontière thaïlandaise, traversant les montagnes et la jungle de nuit, à pied et en bateau. Il a vécu pendant des années dans les communautés frontalières où les groupes militants forgeaient des alliances avec les mouvements de résistance ethniques.

En 1993, Tin suivait à Bangkok un cours sur l'action non violente pour le changement. Il était question de construire un gazoduc dans le sud de la Birmanie et on proposait d'ériger plusieurs barrages. Ces projets allaient de toute évidence produire des revenus substantiels pour le régime alors qu'on rapportait déjà de nombreux cas de travail forcé, de déplacements et d'autres violations des droits de la personne. Lors d'une descente, les autorités thaïlandaises ont arrêté toutes les personnes présentes à la séance de formation. Tin a passé trois ans dans une prison de Bangkok en vertu de la Loi sur la sécurité nationale de la Thaïlande. On a fini par le relâcher à condition qu'il demande l'asile au Canada.

Tin a terminé son cours secondaire à London, en Ontario, et décroché un double diplôme en économie et sciences



Tin Maung Htoo devant un drapeau utilisé lors des manifestations pour la démocratie.

politiques à la *University of Western Ontario*. Il est toujours actif au sein de la communauté birmane et occupe depuis 2005 le poste de directeur général des Amis canadiens de la Birmanie (CFOB).

Collaborateur d'Inter Pares depuis sa fondation en 1991, CFOB rassemble des personnes et des organisations de tout le pays qui estiment que le Canada peut jouer un rôle positif dans la lutte pour la démocratie en Birmanie. Quand Tin s'est joint à CFOB, le Parlement venait d'adopter une motion sur les moyens de promouvoir la démocratie en Birmanie. La mise en œuvre de cette motion est maintenant au cœur du travail de CFOB.

En 2006, CFOB a joué un rôle clé dans la fondation des Amis parlementaires de la Birmanie (PFOB), un groupe imposant de députés et sénateurs de tous les partis. PFOB sensibilise la Chambre des communes et le Sénat et favorise l'action du Canada pour le soutien de la démocratie en Birmanie. En 2007, CFOB a lancé une campagne en ligne visant à déclarer citoyenne honoraire du Canada Aung San Suu Kyi, leader birmane pour la démocratie. La campagne a eu beaucoup de succès auprès du public et PFOB l'a adoptée très vite. Le gouvernement fédéral a accordé à Aung San Suu Kyi la citoyenneté canadienne à titre honoraire lors du discours du Trône d'octobre 2007. Moins de trois mois plus tard, le Canada a imposé des sanctions économiques ciblées contre le régime.

En mars dernier, Tin Maung Htoo est retourné en Thaïlande pour la première fois depuis sa sortie de prison. Parrainé par Inter Pares, il s'est rendu sur la frontière thaïlandaise en bordure de la Birmanie pour voir de ses yeux la façon dont des ressources canadiennes appuient le travail des personnes réfugiées, de celles qui documentent les droits de la personne ou qui offrent des services de santé, des organisations pour les droits des femmes et des groupes de médias locaux. Tin Maung Htoo a ainsi bouclé la boucle du voyage qu'il avait amorcé en 1988. ✎

# Inter Pares et la Birmanie

Pour répondre à leurs besoins, les personnes déplacées de la Birmanie ont créé des organisations qui offrent des programmes d'aide et défendent les intérêts de leurs communautés. C'est par leur truchement qu'Inter Pares accorde du soutien.

Notre travail avec des organisations de la société civile englobe les services humanitaires, les programmes de santé, l'éducation et le plaidoyer pour les droits des femmes, la documentation et la protection des droits de la personne, et le développement de médias indépendants. Établies dans les pays limitrophes, ces organisations travaillent, hors de l'emprise de la junte, avec des communautés birmanes et des personnes qui ont fui le pays. Ici au Canada, Inter Pares collabore avec des organisations de solidarité afin d'informer la population canadienne et promouvoir le rôle du Canada dans le retour de la paix, de la démocratie et des droits de la personne en Birmanie. Les dons versés par des milliers de Canadiennes et de Canadiens ont permis à Inter Pares de travailler avec plusieurs de ces organisations depuis 1992. Inter Pares est aussi reconnaissante du soutien accordé par l'Agence canadienne de développement international.

## Rebâtir des communautés en pleine guerre



Dre Cynthia Maung

**E**n 1988, quand le régime militaire a commencé à tuer et incarcérer des militantes et des militants pour la démocratie, comme des milliers d'autres, Dre Cynthia Maung a fui vers la sécurité de la Thaïlande. À peine quelques mois plus tard, elle a fondé avec quatre activistes la clinique Mae Tao (MTC) sur la frontière thaïlandaise en bordure de la Birmanie afin d'offrir des soins de santé d'urgence aux personnes fuyant la répression.

Vingt ans plus tard, la MTC a pris de l'ampleur, offrant toute une gamme de soins aux personnes déplacées de la Birmanie : soins cliniques pour adultes et enfants, chirurgie, soins de santé génésique, soins oculaires de base, prothèses et réhabilitation des victimes de mines antipersonnel, laboratoire et banque de sang, ainsi qu'une clinique dentaire. En 2007, la clinique a traité plus de 80 000 cas et mis au monde 2117 bébés. Au moins la moitié des patientes et des patients avaient fait un long voyage depuis la Birmanie pour se faire soigner.

Le travail de Dre Cynthia est ancré dans le principe de santé publique et communautaire. Cela veut dire que l'on met l'accent sur la prévention des conditions nuisibles à la santé, la détection précoce des problèmes de santé et la modification des pratiques et attitudes relatives au mode de vie sur le plan individuel et communautaire. La MTC offre divers services : formation en santé, consultation, certificats de naissance, soins de longue durée, services funéraires, soins de santé à l'intention des personnes migrantes, soins de santé de base transfrontaliers et programmes de santé dans les écoles.

Dre Cynthia est plus qu'une médecin. Elle sait que ces problèmes sont issus de la guerre acharnée du régime militaire contre les siens. Elle sait que la junte veut détruire les liens sociaux à la base d'une communauté. Et elle sait aussi que dans son rôle de soignante, elle doit maintenir et cultiver ces liens – rebâtir la cohésion sociale en pleine guerre. Inter Pares travaille avec Dre Cynthia et la clinique Mae Tao depuis 1992, et nous sommes fiers de poursuivre la collaboration avec des personnes qui jouent un rôle aussi crucial dans le développement de leur communauté. ✂

## Soutenir les personnes déplacées

**C**ela fait des années que la junte birmane démontre sa brutalité, à partir de la répression du mouvement démocratique national et de la guerre contre les groupes ethniques, jusqu'à la lenteur et les contraintes cyniques de sa réaction au cyclone survenu en mai dernier. Régulièrement, des rapports des Nations unies dénoncent les violations des droits de la personne commises par le régime : arrestations et détentions arbitraires, exécutions sommaires, travail forcé,

viol, torture, déni de la liberté de réunion, déplacement forcé de populations civiles et traitement inhumain des prisonniers. Au cours des dix dernières années, plusieurs millions de personnes ont été déplacées de force d'un bout à l'autre du pays.

En Birmanie orientale, on estime que 3200 villages ont été détruits depuis 1996 à la suite d'opérations militaires contre les communautés ethniques. Il y a au moins un demi-million de personnes déplacées dans les régions orientales,

dont plus de 78 000 ont été chassées de chez elles en 2007. Plusieurs se sont réfugiées en haute montagne pour fuir l'armée. Dans ces régions éloignées, elles sont exposées à la malaria, à la malnutrition et aux maladies infectieuses. Les taux de mortalité maternelle et infantile sont terriblement élevés.

Pour répondre à la situation, plusieurs homologues d'Inter Pares offrent des services humanitaires aux personnes déplacées, le matériel et la coordination provenant des pays limitrophes. Des équipes du *Thailand-Burma Border Consortium* vont dans ces régions éloignées pour fournir des produits de première nécessité tels que la nourriture. En 2007, le programme a aidé 102 000 personnes déplacées à l'intérieur du territoire.

De même, le programme des équipes médicales mobiles aussi connues sous le nom des *Backpack Health Worker Teams*

a offert en 2007 des services de santé à quelque 156 000 personnes déplacées en Birmanie. Le programme offre une formation en santé communautaire à des personnes déplacées; ces volontaires peuvent ensuite travailler à ce qu'il y ait des installations salubres sur le plan sanitaire et pour l'alimentation en eau, et appliquer des stratégies en vue de réduire les maladies. Le programme a renforcé les compétences de plus de 700 sages-femmes traditionnelles dans le but d'améliorer le taux de survie des mères et des nourrissons. Les équipes obtiennent des résultats remarquables : le nombre de cas de malaria a chuté de 40 % dans les régions où elles travaillent.

Malgré la répression et le conflit, ces activités démontrent comment les courageux efforts de groupes locaux de la société civile peuvent insuffler plus de sécurité dans la vie des personnes déplacées. ☘

**NOM DU PAYS :** Birmanie – utilisé par le mouvement pour la démocratie • Myanmar – utilisé par le régime militaire

**POPULATION :** 48 à 58 millions (Note : il est bien connu que les données statistiques fournies par l'État ne sont pas fiables)

**APPARTENANCE ETHNIQUE :** Birmane 68 %, Shan 9 %, Karen 7 %, Mon 4 %, Rakhine 3 %, Chin 3 %, Kachin 2 %, Karenni 1 %, autres 2 %

**RELIGION :** bouddhistes 89 %, musulmans 5 %, chrétiens 4 %, autres 2 %

**DÉPENSES GOUVERNEMENTALES :** Budget militaire : 40 % • Santé et éducation : 1,4 %



## HISTOIRE POLITIQUE

- 1948 Indépendance de l'Empire britannique.
- 1962 Coup d'état militaire mené par le général Ne Win.
- 1988 Manifestations massives pour la démocratie réprimées par l'armée, faisant plus de 3000 morts. Démission du général Ne Win, remplacé par une nouvelle junte militaire.
- 1989 Assignation à résidence d'Aung San Suu Kyi, leader de la Ligue nationale pour la démocratie.
- 1990 Déclenchement d'élections surprises par la junte. Victoire de la Ligue nationale pour la démocratie qui se voit refuser le pouvoir après avoir remporté 81 % des sièges. Arrestation et incarcération de plusieurs députés élus.
- 1991 Attribution du prix Nobel de la paix à Aung San Suu Kyi, toujours assignée à résidence.
- 1994-95 Départ de plus de 100 000 personnes vers la Thaïlande pour fuir l'offensive militaire dans les États orientaux.
- 2007 Manifestations pacifiques pour protester contre les conditions dans le pays. Répression violente par l'armée; arrestation et incarcération de milliers de personnes et nombre indéterminé de morts.

# Rencontre avec l'espoir

Lors d'une récente visite en Thaïlande, Peter Gillespie – membre de l'équipe d'Inter Pares – a rencontré un groupe de nonnes et de moines birmans. Voici un extrait de son rapport de voyage.

Il pleut et je cherche le chemin du centre de retraite bouddhiste aux abords de Bangkok, en Thaïlande. Sur la route principale, on vient à ma rencontre. C'est Harn, le coordonnateur d'*Alternative Education for Social Engagement*, une organisation appuyée par Inter Pares. Il me fait suivre un étroit sentier jusqu'à la maison où nous attend un groupe de nonnes et de moines bouddhistes birmans. Les moines sont en robe safran, les nonnes en rose avec de larges ceintures brunes. Tout le monde est assis par terre.

Harn me présente au groupe et explique que les moines et les nonnes sont ici pour découvrir les façons de faire thaïlandaises en matière d'éducation et de développement. Les temples bouddhistes jouent un rôle vital dans les villages ruraux de la Birmanie. Plus que des centres spirituels, ils dirigent des écoles et des activités de formation professionnelle dans les communautés locales. Les nonnes et les moines aident les gens à plusieurs titres – enseignants, conseillers, éducateurs et médecins.

Mais les nonnes et les moines des campagnes birmanes ont été isolés et en savent très peu sur les expériences de développement réalisées par d'autres pays. « Ce que nous essayons de faire, me dit Harn, c'est de leur montrer l'évolution des activités d'éducation et de développement ici, pour qu'ils puissent voir des solutions de rechange. Nous voulons leur montrer comment les temples peuvent devenir des centres d'action sociale et de justice sociale. »

Il pleut toujours à verse et nous amorçons une discussion animée sur ce que les nonnes et les moines ont vécu jusqu'ici en Thaïlande. Ils ont visité plusieurs types d'école – de la méthode Montessori jusqu'aux approches plus classiques – et sont impressionnés. « Ce que nous avons constaté, déclare un moine d'âge mûr, c'est que l'éducation est plus holistique ici, et qu'il est plaisant et amusant d'apprendre. Les écoles d'ici incitent les enfants à prendre leur éducation en main plutôt que de rester passifs et d'apprendre les choses par cœur. Cela nous intéresse beaucoup. »

Les moines racontent qu'en Birmanie, bien des parents n'ont pas les moyens d'envoyer leurs enfants dans les écoles publiques et que l'éducation est de piètre qualité. La plupart des enseignantes et des enseignants n'ont pas reçu de formation et il y a peu de ressources pédagogiques ou de livres. Le régime militaire consacre à l'éducation moins d'un dollar par année pour chaque élève. Seule une minorité termine le secondaire et encore moins de jeunes obtiennent un diplôme universitaire. C'est une génération tout entière qui est privée d'éducation.

Nous finissons par parler de la *révolution safran* de septembre dernier, alors que des milliers de moines et de nonnes ont envahi les rues de la principale ville du pays pour dénoncer la pauvreté et la misère qui sévissent partout au pays. On a dépêché l'armée pour réprimer violemment les manifestations pacifiques. Un moine me dit qu'avec des milliers d'autres, il a été arrêté et envoyé à la fameuse prison



REBECA WOLSAK

Les habits d'un moine suspendus à la fenêtre d'un temple.

d'Insein. Il n'a pas été torturé, mais on l'a humilié sur une base quotidienne. « Il était interdit de regarder les geôliers et il fallait garder les yeux baissés. » On l'a relâché après un mois, mais d'autres moines sont restés en prison.

Plusieurs temples ont été fermés et les moines renvoyés dans leur village. Certains ont été forcés de défroncer. D'autres ont été attachés à des lampadaires et battus. Plusieurs manquent encore à l'appel et on craint qu'ils fassent partie des « disparus ».

Vers la fin de la rencontre, une nonne déclare que la paix et l'harmonie finiront par prévaloir en Birmanie et que tout ira bien. En les saluant, je suis frappé de la conviction tranquille qui émane de ces femmes et de ces hommes dont la vie est vouée au service des leurs. Ils ont croisé la violence dans les rues de Rangoon, mais ils ne se sont pas laissés abattre dans leur lutte pour un changement pacifique. ☸

 Inter Pares

ISSN 0715-4267

221, av. Laurier Est, Ottawa (Ontario) Canada K1N 6P1  
Tél. (1-613) 563-4801 ou (1-866) 563-4801 (sans frais)  
Télé. (1-613) 594-4704 www.interpares.ca

Avec le soutien de milliers de Canadiennes et de Canadiens, Inter Pares travaille au Canada et à travers le monde avec des organisations qui partagent l'analyse selon laquelle la pauvreté et l'injustice sont causées par les iniquités entre les nations et au sein de celles-ci. Inter Pares et ces organisations agissent en faveur de la paix et de la justice socio-économique dans leurs collectivités et leur société.

Organisme de charité enregistré (NE) 11897 1100 RR000 1.  
La publication de ce *Bulletin* est subventionnée par l'Agence canadienne de développement international.

CONCEPTION GRAPHIQUE : DAVID BERMAN.COM

